

Hostilité contre des sanctions ciblées de l'UE contre le Burundi

PANA, 10 octobre 2015 Bujumbura, Burundi - Des marches-manifestations ont été organisées par le pouvoir samedi à travers les 117 communes du pays pour soutenir trois hauts responsables de l'appareil sécuritaire burundais qui ne peuvent plus circuler librement dans l'espace de l'Union européenne (UE), depuis le 2 octobre dernier, en guise de sanction pour leur rôle "répressif" contre les "anti-troisième mandat" du président Pierre Nkurunziza, a-t-on appris samedi, de source officielle à Bujumbura. Un récent rapport du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les droits de l'homme indique que plus de 130 personnes ont péri et des centaines d'autres blessées ou fait prisonnières à la suite des violences électorales de ces cinq derniers mois au Burundi.

À Bujumbura, la capitale politique et économique, les marcheurs, dont de hauts cadres du parti au pouvoir et de l'Etat, ont marqué une pause même le soir, en face de l'ambassade de la Belgique, ancienne puissance tutrice du pays. Un manifestant est resté debout devant la foule assise et silencieuse pour brandir à la face du personnel de l'ambassade belge et des passants, dans le centre-ville de Bujumbura, une pancarte qui disait "non au néocolonialisme". L'ancienne puissance tutrice s'est distinguée récemment du reste des Etats membres de l'UE par un gel "immédiat" de l'aide financière à la police nationale, ainsi qu'une suspension de divers autres projets socio-économiques d'un montant de millions d'euros pour contraindre le pouvoir en place au Burundi à amorcer un dialogue avec l'opposition sur la crise électorale persistante et l'engrenage de la violence qu'il a engendrée depuis bientôt six mois. De manière générale, l'économie burundaise tourne avec plus de 50% des aides financières fournies principalement par l'Union européenne rappelle-t-on dans les milieux d'affaires à Bujumbura. Des informations concordantes de sources diplomatiques, aussi bien à Bujumbura qu'à Bruxelles, indiquent que le gouvernement burundais de son côté, a pris la décision de retirer l'agent l'ambassadeur du Royaume de Belgique au Burundi, Marc Gedopt, pour son rôle présumé dans la dégradation de la confiance entre les deux pays. La Belgique est le second Etat membre de la communauté internationale à se fâcher aussi ouvertement avec le pouvoir burundais qui l'accuse encore d'héberger certains opposants civils et militaires qui ont eu un rôle à jouer dans la tentative de putsch manquée du mois de mai 2015. Un diplomate de l'ambassade du Rwanda à Bujumbura a été expulsé jeudi dernier du territoire national pour son ingérence dans les affaires intérieures du Burundi. Au cours de ces derniers mois de crise au Burundi, d'autres diplomates qui avaient été dépêchés en médiation par la communauté internationale ont fait précipitamment leurs valises. L'agent spécial de l'organisation des Nations-Unies dans la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a été obligé de jeter la suite aux accusations de l'opposition burundaise de pencher du côté du pouvoir. Son remplaçant, Abdoulaye Bathilly, a été à son tour démis, cette fois par le pouvoir pour son faible supposé pour l'opposition burundaise. Un "dialogue national" qui ne nécessitera pas cette fois de médiateur étranger, est en cours de préparation, dit-on du côté du gouvernement burundais. Les leaders politiques de l'opposition qui ont eu un rôle à jouer dans la tentative de putsch et le mouvement insurrectionnel des "anti-troisième mandat" ne seront pas conviés à la table du dialogue en vue.